

- C -

While I support the major part of the report of the Sub-committee of the Standing Committee on External Affairs and National Defence, I believe I should voice serious reservation with respect to the emphasis placed on the view that Latin America and the Caribbean be made an area of concentration of Canadian foreign policy.

My concern stems from the possibility that concentration would necessitate the lessening of already limited resources in other regions of the world (such as the Middle East and the Pacific Rim, for example) in which Canadian interest could well warrant increased study.

Ursula Appolloni, M.P.
(York South—Weston)

Dated at Ottawa

the 23rd of November 1982

- D -

I entirely agree with the substance of the final report of the Committee. However, I would like to add an additional recommendation in light of the availability of illicit drugs in Canada, many of which originate from the area under study.

Given that illicit drugs in Canada cause serious physical and mental health hazards to Canadians and result in associated social complications;

And that Canadians spend upwards of 8.2 billion dollars annually to illegally purchase marijuana, cocaine and heroin;

And that much of the drug traffic reaching this country originates in Colombia, Peru and Bolivia, (R.C.M.P. statistics indicate that 39% of the cocaine and 50% of the marijuana smuggled into Canada come from Colombia):

I therefore recommend that a more effective operational approach between the law enforcement agencies of Canada and of the South American countries involved is essential to halt this illicit drug trade and to curb the rising epidemic of drug-induced ill health in Canada.

Stanley Hudecki, M.P.
(Hamilton West)

Sinclair Stevens, P.C., M.P.
(York—Peel)

- E -

We, the undersigned, find ourselves in the position of having to produce a minority dissent, some of us for the second time. This is through no wish of our own, but is a direct result of the inadequacies of the two reports drafted by the Sub-committee of the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

The Standing Committee has been asked to consider and concur with these two reports. The South America Report

- C -

J'appuie la majeure partie du rapport du Sous-comité du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, mais j'ai de graves réserves à formuler quant à la désignation de l'Amérique latine et des Antilles comme région de concentration dans le cadre de la politique étrangère du Canada.

Cette recommandation m'inquiète car une telle concentration pourrait entraîner une réduction des ressources déjà restreintes affectées aux autres régions du monde (comme le Moyen-Orient et la Côte du Pacifique, par exemple) dans lesquelles les intérêts canadiens justifieraient des travaux plus poussés.

Ursula Appolloni, député
(York Sud—Weston)

Ottawa, le 23 novembre 1982

- D -

Je suis entièrement d'accord avec le fond du rapport final du Comité, mais j'aimerais toutefois ajouter une recommandation sur le trafic des stupéfiants au Canada, car bon nombre de ces derniers proviennent de la région étudiée dans le rapport.

Étant donné que les stupéfiants sont la cause de graves problèmes de santé physique et mentale au Canada, auxquels se greffent des difficultés sociales;

Et que les Canadiens dépensent près de 8,2 milliards de dollars par année pour acheter illégalement de la marijuana, de la cocaïne et de l'héroïne;

Et que la majeure partie des stupéfiants qui entrent chez nous proviennent de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie (les statistiques de la G.R.C. indiquent que 39 p. 100 de la cocaïne et 50 p. 100 de la marijuana infiltrées au Canada proviennent de la Colombie):

Je demande instamment aux autorités judiciaires du Canada et des pays de l'Amérique du Sud à s'engager dans une lutte acharnée contre ce trafic afin d'y mettre un terme et d'enrayer les maux causés par les stupéfiants au Canada.

Stanley Hudecki, député
(Hamilton-Ouest)

Sinclair Stevens, C.P., député
(York—Peel)

- E -

Nous, soussignés, nous trouvons dans l'obligation de présenter des vues dissidentes; pour certains d'entre nous, c'est la deuxième fois. Il ne faut voir là aucune mauvaise volonté de notre part, mais plutôt une conséquence directe des lacunes que contiennent les deux rapports rédigés par le Sous-comité du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

Le Comité permanent a été invité à étudier et à approuver ces deux documents. Le rapport sur l'Amérique du Sud porte